

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Benoit Carignan, CPA, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'B. Carignan', with 'CPA' written below it. The signature is written over a horizontal line.

Date 8 mai 2023

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la VILLE DE DRUMMONDVILLE,

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE DRUMMONDVILLE (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

FBL S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Drummondville, le 8 mai 2023
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no. A140885

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	115 525 600	115 242 441	108 077 681
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 878 300	5 748 784	4 884 443
Quotes-parts	3			
Transferts	4	47 116 100	27 515 315	20 602 762
Services rendus	5	6 660 000	8 059 567	7 109 194
Imposition de droits	6	6 393 500	9 180 360	9 356 805
Amendes et pénalités	7	1 950 000	1 848 219	2 249 510
Revenus de placements de portefeuille	8		255 778	178 479
Autres revenus d'intérêts	9	800 000	633 458	675 837
Autres revenus	10		5 714 163	3 957 726
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	183 323 500	174 198 085	157 092 437
Charges				
Administration générale	14	15 720 500	16 377 759	15 618 542
Sécurité publique	15	22 162 450	23 326 164	22 293 942
Transport	16	31 412 873	31 350 942	28 897 739
Hygiène du milieu	17	26 190 686	28 401 089	25 918 696
Santé et bien-être	18	530 000	1 298 092	1 195 700
Aménagement, urbanisme et développement	19	9 738 900	8 963 906	9 393 167
Loisirs et culture	20	28 002 791	30 195 645	26 501 653
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	4 036 100	3 064 210	2 731 849
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	137 794 300	142 977 807	132 551 288
Excédent (déficit) de l'exercice	25	45 529 200	31 220 278	24 541 149
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		428 456 824	403 915 675
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		428 456 824	403 915 675
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		459 677 102	428 456 824

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		5 944 508
Débiteurs (note 5)	2	95 928 558	71 296 487
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	288 223	315 050
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	10 025 299	8 427 371
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	106 242 080	85 983 416
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	1 190 376	
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 017 446	2 521 805
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	23 576 958	19 823 890
Revenus reportés (note 12)	12	4 718 942	3 103 577
Dette à long terme (note 13)	13	228 437 744	204 371 342
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15	2 000 000	360 000
	16	262 941 466	230 180 614
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(156 699 386)	(144 197 198)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	608 605 036	565 498 073
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	5 576 836	5 576 836
Stocks de fournitures	20	1 648 514	1 334 986
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	546 102	244 127
	23	616 376 488	572 654 022
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	459 677 102	428 456 824

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	45 529 200	31 220 278	24 541 149
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	88 176 000)(	68 826 970)(	57 685 857)
Produit de cession	3	500 000	61 130	24 524
Amortissement	4	24 273 000	25 704 288	24 272 328
(Gain) perte sur cession	5		(45 411)	(3 376)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(63 403 000)	(43 106 963)	(33 392 381)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			(1 472 088)
Variation des stocks de fournitures	10		(313 528)	(91 885)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(301 975)	27 193
	13		(615 503)	(1 536 780)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(17 873 800)	(12 502 188)	(10 388 012)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(144 197 198)	(133 809 186)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(144 197 198)	(133 809 186)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(156 699 386)	(144 197 198)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	31 220 278	24 541 149
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	25 704 288	24 272 328
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession	3	(45 411)	(3 376)
▪ Provision pour moins-value	4	89 175	89 059
	5	56 968 330	48 899 160
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(24 632 071)	(2 581 057)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	5 393 068	(4 781 534)
Revenus reportés	9	1 615 365	2 120 126
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 597 928)	(1 952 392)
Propriétés destinées à la revente	11		(1 472 088)
Stocks de fournitures	12	(313 528)	(91 885)
Autres actifs non financiers	13	(301 975)	27 193
	14	37 131 261	40 167 523
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(68 826 970)	(57 685 857)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	61 130	24 524
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(68 765 840)	(57 661 333)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(159 121)	(167 490)
Remboursement ou cession	21	96 773	1 116 611
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(62 348)	949 121
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	43 483 755	56 700 001
Remboursement de la dette à long terme	26	(19 122 024)	(39 906 128)
Variation nette des emprunts temporaires	27	495 641	(941 388)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(295 329)	(155 747)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	24 562 043	15 696 738
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	(7 134 884)	(847 951)
Solde déjà établi	33	5 944 508	6 792 459
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	5 944 508	6 792 459
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	(1 190 376)	5 944 508

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »). L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

La décision d'inclure ou non un organisme dans le périmètre comptable de la Ville repose sur la notion du contrôle de celui-ci par la Ville.

a) Périmètre comptable

Aucun organisme n'est inclus dans le périmètre comptable de la Ville.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

D) Passifs*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus*Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement. Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les arrrages de taxes sont constatés en fonction du temps écoulé.

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs*Avantages sociaux futurs à prestations déterminées*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, le cas échéant. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2021 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode de la valeur lissée des actifs sur une période de cinq ans distinctement pour le service antérieur au 1er janvier 2014 et pour le service postérieur au 31 décembre 2013.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé à la fin suivante et est amorti selon la durée indiquée ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 944 508
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪	3	
▪	4	
▪	5	
▪	6	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	5 944 508
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8 (	1 190 376)(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	(1 190 376) 5 944 508
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	921 936
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	9 233 000 22 124 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	9 564 484	8 531 303
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13	26 271	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	61 255 344	48 513 775
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	15 992 231	9 033 986
Organismes municipaux	16	4 692 834	1 052 841
Autres			
▪ Facturations diverses	17	2 055 710	2 031 843
▪ Cour municipale	18	2 341 684	2 132 739
	19	95 928 558	71 296 487
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	38 336 126	32 321 770
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	38 336 126	32 321 770
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	888 000	813 000
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	11 074 400	413 740
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	24 329 442	24 219 199
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	2 612 459	1 212 463
Ministère de la Culture et des Communications	29	10 196 102	10 735 816
Autres ministères/organismes	30	13 042 941	11 932 557
	31	61 255 344	48 513 775

Note**6. Prêts**

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	288 223	315 050
Autres placements	39		
	40	288 223	315 050
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	10 025 299	8 427 371
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
	45	10 025 299	8 427 371
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	1 098 069	623 849
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	146 778	148 814
	51	1 244 847	772 663

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 15 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,35 % (6,10 % au 31 décembre 2022; 2,10 % au 31 décembre 2021) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie de sept emprunts temporaires, d'un montant total autorisé de 4 937 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,35 % (6,10 % au 31 décembre 2022; 2,10 % au 31 décembre 2021) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets spécifiques entrepris par la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	9 466 859	7 473 700
Salaires et avantages sociaux	56	2 904 417	2 410 919
Dépôts et retenues de garantie	57	885 526	742 492
Provision pour contestations d'évaluation	58		
Autres			
▪ Int. courus dette à long terme	59	1 297 128	819 275
▪ Autres courus et passifs	60	528 984	491 223
▪ Provision pour vidange étangs	61	497 032	21 059
▪ CAP/retenues relatifs immos	62	7 997 012	7 865 222
▪	63		
	64	23 576 958	19 823 890

Note**12. Revenus reportés**

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65		
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	700 448	625 015
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	437 101	541 264
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Dépôts sur vente de terrains	80	362 545	573 031
▪ Transferts	81	3 218 848	1 364 267
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	4 718 942	3 103 577

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,40	4,75	2023	2032	88	230 238 000	205 721 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,90	4,90	2023	2023	92	5 455	11 808
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres	1,75	1,75	2023	2024	95	150 205	299 121
					96	230 393 660	206 031 929
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(1 955 916)	(1 660 587)
					98	228 437 744	204 371 342

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		19 024 000		105 590	19 129 590
2024	100		17 437 000		50 070	17 487 070
2025	101		15 938 000			15 938 000
2026	102		15 123 000			15 123 000
2027	103		14 380 000			14 380 000
2028 et plus	104		148 336 000			148 336 000
	105		230 238 000		155 660	230 393 660
Intérêts et frais accessoires	106		()		()	
	107		230 238 000		155 660	230 393 660

Note**14. Autres passifs**

		2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108		
Assainissement des sites contaminés	109	2 000 000	360 000
Autres			
▪	110		
▪	111		
▪	112		
▪	113		
	114	2 000 000	360 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	88 285 533	2 457 485		90 743 018
Eaux usées	116	191 621 978	289 952		191 911 930
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	291 417 841	2 892 836		294 310 677
Autres					
▪	118	87 106 342	1 574 147		88 680 489
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	176 415 261	(659 146)		175 756 115
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	17 796 774		349 726	17 447 048
Ameublement et équipement de bureau	124	13 978 379	734 351		14 712 730
Machinerie, outillage et équipement divers	125	15 157 796	333 374	65 405	15 425 765
Terrains	126	18 078 060			18 078 060
Autres	127				
	128	899 857 964	7 622 999	415 131	907 065 832
Immobilisations en cours	129	24 049 760	61 203 971		85 253 731
	130	923 907 724	68 826 970	415 131	992 319 563
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	40 015 688	2 351 284		42 366 972
Eaux usées	132	94 880 556	4 610 856		99 491 412
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	124 026 215	7 396 179		131 422 394
Autres					
▪	134	23 516 065	3 920 949		27 437 014
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	48 054 199	4 591 923		52 646 122
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	8 897 454	938 309	342 367	9 493 396
Ameublement et équipement de bureau	140	10 136 237	1 026 215		11 162 452
Machinerie, outillage et équipement divers	141	8 883 237	868 573	57 045	9 694 765
Autres	142				
	143	358 409 651	25 704 288	399 412	383 714 527
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	565 498 073			608 605 036
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	2 122 071	2 122 071
Immeubles industriels municipaux	149	3 192 711	3 192 711
Autres	150	262 054	262 054
	151	5 576 836	5 576 836
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	5 576 836	5 576 836

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	165	359 718	57 743
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪ Frais reportés autres	168	186 384	186 384
▪	169		
	170	546 102	244 127

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats à long terme avec différents organismes ou différentes sociétés échéant à différentes dates jusqu'en 2026. Les paiements futurs s'élèvent à 76 377 111 \$ et comportent les paiements suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

2023 :	41 321 626 \$
2024 :	33 581 423 \$
2025 :	737 031 \$
2026 :	737 031 \$

Office d'habitation Drummond

L'Office d'habitation Drummond, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 8 949 350 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions au cours des cinq prochains exercices est de 1 136 712 \$ en 2023, 1 059 609 \$ en 2024, 982 009 \$ en 2025, 938 569 \$ en 2026 et 882 793 \$ en 2027.

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes date jusqu'en 2031, prévoyant la perception de loyers totalisant 8 466 601 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 2 838 941 \$ en 2023, 1 918 968 \$ en 2024, 1 793 145 \$ en 2025, 1 755 746 \$ en 2026 et 34 400 \$ en 2027.

La Ville reçoit d'autres municipalités des sommes en lien avec des ententes de service. Le montant totalise 7 214 089 \$ à percevoir au cours des cinq prochains exercices, soit 1 192 314 \$ en 2023, 208 435 \$ en 2024, 234 490 \$ en 2025, 260 544 \$ en 2026 et 265 755 \$ en 2027.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
SDED (fct et inv)	2 500 000	280 000	280 000
	171	2 500 000	280 000
Dettes à long terme			
SDED	22 817 000	16 396 464	18 030 798
Centre comm. Pierre-Lemaire (1)	800 000	194 215	254 783
Centre comm. Pierre-Lemaire	110 000	67 494	74 531
Centre comm. Sintra St-Charles (1)	800 000	280 454	339 929
Centre comm. St-Pierre (1)	520 000	438 172	465 398
Centre comm. de loisirs Claude-Nault (1)	1 425 000	517 610	
SPAD	150 000	150 000	150 000
Innov Habitat Drummond (1)	3 750 000		
	172	30 372 000	18 044 409
	173	32 872 000	18 324 409

La Ville a cautionné des emprunts pour des organismes et n'a exigé aucune contrepartie en échange de ces cautionnements. La direction est d'avis qu'il n'est pas probable que ces cautionnements soient exercés et, par conséquent, aucun passif n'a été constaté à cet égard dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(1) La Ville verse des subventions à ces organismes afin que ces derniers puissent rembourser leurs emprunts. La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Drummond. Au 31 décembre 2022, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 3 921 184 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 5 500 000 \$ par la direction ont été entreprises contre la Ville de Drummondville. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

La Ville a entrepris des procédures d'expropriation. Elle est d'avis qu'aucune indemnité n'a à être versée en lien avec ces démarches. Il est par contre trop tôt pour en connaître le dénouement. Ainsi, tout paiement pouvant résulter du dénouement de cette éventualité sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 26 400 000 \$ (25 400 000 \$ au 31 décembre 2021). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27. Flux de trésorerie

	2022	2021
Intérêts payés au cours de l'exercice	3 947 671 \$	4 291 998 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	990 400 \$	841 402 \$

28. Informations relatives aux apparentés

Certains élus et certains de leurs proches parents siègent sur le conseil d'administration de divers sociétés et organismes œuvrant au sein de la Ville. Au cours de l'exercice, la Ville a octroyé des subventions discrétionnaires à ces sociétés et organismes. Ces opérations ont été conclues à la valeur d'échange pour une valeur supérieure de celle qui aurait été établies si les parties n'avaient pas été apparentées. La Ville s'est également engagée dans divers contrats de biens et services auprès de ces sociétés et organismes. Ces opérations ont été conclues à la valeur d'échange pour une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

Ces opérations sont présentées dans les charges de fonctionnement suivantes:

Administration générale

<i>Biens et services</i>	2022	2021
Autres sociétés et organismes	20 171 \$	25 645 \$

Transport

<i>Biens et services</i>	2022	2021
Autres sociétés et organismes	0 \$	32 629 \$

Hygiène du milieu

<i>Biens et services</i>	2022	2021
Autres sociétés et organismes	0 \$	31 903 \$

Environnement

<i>Biens et services</i>	2022	2021
Autres sociétés et organismes	8 861 \$	0 \$

Aménagement, urbanisme et développement

<i>Biens et services</i>	2022	2021
Société de développement économique de Drummondville \$	42 358 \$	9 046

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Société de développement économique de Drummondville	3 678 407 \$	4 858 402
\$		
<u>Loisirs et culture</u>		
<i>Biens et services</i>	2022	2021
Réseau Aquatique Drummondville inc.	407 404 \$	384 268 \$
Autres sociétés et organismes	271 893 \$	312 979 \$
<i>Contributions à des organismes</i>		
Corporation Maison des arts Desjardins-Drummondville inc.	1 035 163 \$	1 002 245
\$		
Réseau Aquatiques Drummondville inc.	875 238 \$	885 295 \$
Autres sociétés et organismes	2 354 332 \$	1 591 200 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalisations 2022	Total	Réalisations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	108 965 200	114 160 134		114 160 134	107 233 161
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 878 300	5 748 784		5 748 784	4 884 443
Quotes-parts	3					
Transferts	4	5 874 500	6 459 332		6 459 332	6 912 325
Services rendus	5	6 660 000	8 059 567		8 059 567	7 109 194
Imposition de droits	6	5 693 500	8 880 360		8 880 360	9 141 805
Amendes et pénalités	7	1 950 000	1 848 219		1 848 219	2 249 510
Revenus de placements de portefeuille	8		255 778		255 778	178 479
Autres revenus d'intérêts	9	800 000	633 458		633 458	675 837
Autres revenus	10		1 722 433		1 722 433	3 594 726
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	134 821 500	147 768 065		147 768 065	141 979 480
Investissement						
Taxes	13	6 560 400	1 082 307		1 082 307	844 520
Quotes-parts	14					
Transferts	15	41 241 600	21 055 983		21 055 983	13 690 437
Imposition de droits	16	700 000	300 000		300 000	215 000
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		3 991 730		3 991 730	363 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	48 502 000	26 430 020		26 430 020	15 112 957
	22	183 323 500	174 198 085		174 198 085	157 092 437
Charges						
Administration générale	23	14 737 100	15 432 807	944 952	16 377 759	15 618 542
Sécurité publique	24	21 550 850	22 690 937	635 227	23 326 164	22 293 942
Transport	25	22 737 773	22 229 736	9 121 206	31 350 942	28 897 739
Hygiène du milieu	26	19 477 686	21 205 537	7 195 552	28 401 089	25 918 696
Santé et bien-être	27	530 000	1 298 092		1 298 092	1 195 700
Aménagement, urbanisme et développement	28	8 327 400	7 528 181	1 435 725	8 963 906	9 393 167
Loisirs et culture	29	22 124 391	23 824 019	6 371 626	30 195 645	26 501 653
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	4 036 100	3 064 210		3 064 210	2 731 849
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	24 273 000	25 704 288	(25 704 288)		
	34	137 794 300	142 977 807		142 977 807	132 551 288
Excédent (déficit) de l'exercice	35	45 529 200	31 220 278		31 220 278	24 541 149

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	45 529 200	31 220 278	24 541 149
Moins : revenus d'investissement	2 (	48 502 000)(	26 430 020)(	15 112 957)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 972 800)	4 790 258	9 428 192
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	24 273 000	25 704 288	24 272 328
Produit de cession	5	500 000	61 130	24 524
(Gain) perte sur cession	6		(45 411)	(3 376)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	24 773 000	25 720 007	24 293 476
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			17 005
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			17 005
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	100 000	96 773	1 116 611
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		89 175	89 059
	15	100 000	185 948	1 205 670
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	360 000	1 932 013	315 552
Remboursement de la dette à long terme	17 (	16 528 700)(	17 033 967)(	18 025 705)
	18	(16 168 700)	(15 101 954)	(17 710 153)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	6 600 000)(	6 476 298)(	7 675 537)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	350 000	1 100 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21	688 500	15 385	
Réserves financières et fonds réservés	22	(170 000)	(4 027 722)	(3 089 168)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(5 731 500)	(9 388 635)	(10 764 705)
	26	2 972 800	1 415 366	(2 958 707)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		6 205 624	6 469 485

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	26 430 020	15 112 957
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	1 180 725)(	725 649)
Sécurité publique	3 (	357 877)(	1 435 606)
Transport	4 (	21 923 543)(	27 975 866)
Hygiène du milieu	5 (	39 549 602)(	8 254 931)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	2 597 473)(	2 558 363)
Loisirs et culture	8 (	3 217 750)(	16 735 442)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	68 826 970)(	57 685 857)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)	1 489 094)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	159 121)(	167 490)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	33 465 789	29 092 298
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	6 476 298	7 675 537
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	884 092	4 153 300
Réserves financières et fonds réservés	18	3 719 709	4 174 015
	19	11 080 099	16 002 852
	20	(24 440 203)	(14 247 291)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 989 817	865 666

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	31 320 166	31 119 411	29 386 931
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	7 858 880	8 026 293	7 268 755
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	53 935 624	60 814 082	55 207 799
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	3 160 490	4 105 458	3 416 016
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	875 610	873 748	1 046 764
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		(1 914 996)	(1 730 931)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	2 979 500	2 979 499	2 887 972
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17	13 371 030	11 079 166	12 649 711
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	24 273 000	25 704 288	22 272 328
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21		115 808	132 344
Mauvaises créances	22	20 000	75 050	13 599
	23			
	24	137 794 300	142 977 807	132 551 288

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 171 825	16 189 604
Excédent de fonctionnement affecté	2	18 678 575	12 454 652
Réserves financières et fonds réservés	3	6 279 884	5 146 871
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(3 676 146)	(1 867 985)
Financement des investissements en cours	5	(533 734)	(2 698 551)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	425 756 698	399 232 233
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	459 677 102	428 456 824
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	13 171 825	16 189 604
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	13 171 825	16 189 604
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Secteur ancien Drummondville	12	1 413 899	195 784
▪ Secteur St-Nicéphore	13	63 763	63 763
▪ Secteur St-Charles	14	50 759	50 759
▪ Actif avant sociaux futurs	15	8 427 371	7 874 964
▪ Budget	16	300 000	300 000
▪ Redevance enfouis.	17	995 488	1 098 988
▪ Maintien d'actifs/Dette	18	1 335 509	1 898 608
▪ Dév. économique	19	3 000 000	
▪ Sports loisirs/Log.social	20	3 091 786	971 786
	21	18 678 575	12 454 652
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	18 678 575	12 454 652

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Conditions météorologiques	27 1 093 749	921 936
▪ Réseau routier, mobilité	28 188 271	105 391
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	1 282 020
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	1 027 327
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 3 322 817	3 826 702
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 1 573 594	292 842
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45 101 453	
Autres		
▪	46	
▪	47	
	48	4 997 864
	49	6 279 884
		4 119 544
		5 146 871

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres	59 ()(
▪	60 ()(
▪	61 ()(
	62 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres	67 ()(
▪	68 ()(
▪	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres	74 ()(
▪ Dette l.t. liée à SHQ	2 076 146)	(1 867 985)
▪ Dette l.t. liée aux étangs	75 (	1 600 000)
	76 (	3 676 146)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres	81	
▪	82	
	83 (	3 676 146)
		(1 867 985)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 6 409 161	5 724 513
Investissements à financer	85 (6 942 895)(	8 423 064)
	86 (533 734)	(2 698 551)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 608 605 036	565 498 073
Propriétés destinées à la revente	88 5 576 836	5 576 836
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90 288 223	315 050
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 614 470 095	571 389 959
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 614 470 095	571 389 959
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (228 437 744)(	204 371 342)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (1 955 916)(	1 660 587)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 38 336 126	32 321 770
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99 3 344 137	1 552 433
	100 (188 713 397)(	172 157 726)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ())
	102 (188 713 397)(	172 157 726)
	103 425 756 698	399 232 233

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Drummondville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2021.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés. Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties, alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report. Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés. Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Application de la Loi au régime de la Ville

Une entente est intervenue entre les parties le 8 janvier 2018 relativement à la restructuration exigée par la Loi. Les modifications aux dispositions du régime sont en cours d'enregistrement auprès des autorités gouvernementales et sont pleinement reflétés dans les résultats.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 8 427 371	6 474 979
Charge de l'exercice	4 (1 098 069)(	623 849)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 695 997	2 576 241
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 10 025 299	8 427 371

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 160 406 855	154 085 272
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (160 406 855)(	153 997 015)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	88 257
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 10 025 299	8 339 114
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 10 025 299	8 427 371
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 10 025 299	8 427 371
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (101 932)(	155 143)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (101 932)(	155 143)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 5 491 759	5 022 394
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 5 491 759	5 022 394
Cotisations salariales des employés	21 (3 158 755)(	2 784 212)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (87 460)(	444 498)
	23 2 245 544	1 793 684
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 767 521	561 096
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 3 013 065	2 354 780
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 6 865 489	6 602 880
Rendement espéré des actifs	33 (8 780 485)(	8 333 811)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (1 914 996)	(1 730 931)
Charge de l'exercice	35 1 098 069	623 849

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 7 346 652	8 286 515
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (8 780 485)(	8 333 811)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (1 433 833)	(47 296)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 1 019 874	2 454 901
Prestations versées au cours de l'exercice	40 6 967 283	7 191 794
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 159 186 860	161 711 857
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 101 932	155 143
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 5 141 965	5 334 619
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 31 378 073	27 687 254
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,90 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,70 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 %	3,10 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,20 %	2,10 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	32 697	32 448
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	110 190	109 350
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	36 588	39 464
	123	146 778	148 814

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	87 900 000	88 964 445	84 531 824
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		437	442
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6		3 598 232	2 196 054
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	87 900 000	92 563 114	86 728 320
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	6 407 500	6 338 112	6 061 378
Égout	13	5 010 000	5 001 765	4 856 556
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	7 127 400	7 557 588	6 617 988
Autres				
▪ Fosses septiques	16	391 300	442 298	340 208
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	350 000	432 192	410 769
Service de la dette	20	1 779 000	1 825 065	2 217 942
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23	6 560 400	1 082 307	844 520
	24	27 625 600	22 679 327	21 349 361
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	27 625 600	22 679 327	21 349 361
	29	115 525 600	115 242 441	108 077 681

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	235 800	242 445	240 423
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 370 100	1 752 421	1 422 939
Cégeps et universités	34	303 100	396 154	313 886
Écoles primaires et secondaires	35	1 711 900	1 996 240	1 624 418
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	3 620 900	4 387 260	3 601 666
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	1 257 400	1 361 524	1 282 777
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41	1 257 400	1 361 524	1 282 777
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	4 878 300	5 748 784	4 884 443

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49		27 500	33 940
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51		812	
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54			
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57	800 000	865 764	959 187
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			263 250
Transport par eau	62			
Autres	63	4 000	6 254	4 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	346 600	317 362	358 328
Traitement des eaux usées	66		5 330	
Réseaux d'égout	67	309 800	276 734	324 170
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	725 000	868 274	793 152
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73	45 000	44 967	37 572
Protection de l'environnement	74	16 000	40 858	59 400
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76		388 792	811 392
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80	369 900	344 197	344 524
Promotion et développement économique	81			
Autres	82		65 380	19 020
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	65 400	85 911	116 395
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	493 100	560 330	539 660
Autres	85	394 900	367 040	306 714
Réseau d'électricité	86			
	87	3 569 700	4 265 505	4 970 704

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93			
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95	6 044 500	1 821 628	(135 681)
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96	22 100	(379 990)	26 020
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	33 569 500	17 755 690	3 515 372
Réseau de distribution de l'eau potable	104	206 750	1 608 994	2 682 571
Traitement des eaux usées	105		42 796	12 104
Réseaux d'égout	106	206 750	42 796	163 982
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121	900 000	141 664	97 539
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122		22 405	7 270 100
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124	292 000		58 430
Réseau d'électricité	125			
	126	41 241 600	21 055 983	13 690 437

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	1 300 000	1 189 006	1 323 906
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	1 004 800	1 004 821	617 715
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	2 304 800	2 193 827	1 941 621
TOTAL DES TRANSFERTS	139	47 116 100	27 515 315	20 602 762

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	470 000	505 323	519 114
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	470 000	505 323	519 114

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	985 300	985 301	961 269
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	985 300	985 301	961 269
Réseau d'électricité				
	180			
	181	1 455 300	1 490 624	1 480 383

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	287 600	332 359	449 053
	185	287 600	332 359	449 053
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189	625 700	605 330	613 103
	190	625 700	605 330	613 103
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194	805 800	787 191	670 798
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198	341 200	419 373	344 162
	199	1 147 000	1 206 564	1 014 960
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	200			
Traitement des eaux usées	201			
Réseaux d'égout	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	144 000	433 936	256 493
	210	144 000	433 936	256 493

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	1 347 200	1 920 865	1 875 317
	219	1 347 200	1 920 865	1 875 317
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	1 641 500	2 053 623	1 408 710
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	11 700	16 266	11 175
Autres	222			
	223	1 653 200	2 069 889	1 419 885
Réseau d'électricité				
	224			
	225	5 204 700	6 568 943	5 628 811
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	6 660 000	8 059 567	7 109 194

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	650 000	529 069	690 367
Droits de mutation immobilière	228	5 000 000	8 282 177	8 385 405
Droits sur les carrières et sablières	229	730 000	341 715	261 454
Autres	230	13 500	27 399	19 579
	231	6 393 500	9 180 360	9 356 805
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	1 950 000	1 848 219	2 249 510
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233		255 778	178 479
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	800 000	633 458	675 837
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		45 411	3 376
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244		5 668 752	3 954 350
	245		5 714 163	3 957 726
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 468 000	1 855 311	152 486	2 007 797	1 589 491
Greffe et application de la loi	2	1 639 700	1 580 819	129 926	1 710 745	2 086 018
Gestion financière et administrative	3	5 505 500	5 739 673	471 738	6 211 411	5 604 066
Évaluation	4	978 300	944 634	77 639	1 022 273	1 026 834
Gestion du personnel	5	1 203 800	1 376 870	113 163	1 490 033	1 374 529
Autres						
▪ Autres	6	3 941 800	3 935 500		3 935 500	3 937 604
▪	7					
	8	14 737 100	15 432 807	944 952	16 377 759	15 618 542
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	13 255 200	13 350 058	52 650	13 402 708	12 660 951
Sécurité incendie	10	7 126 250	7 825 107	567 690	8 392 797	7 900 192
Sécurité civile	11	330 000	513 887	14 887	528 774	810 130
Autres	12	839 400	1 001 885		1 001 885	922 669
	13	21 550 850	22 690 937	635 227	23 326 164	22 293 942
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	6 378 527	6 022 237	2 992 116	9 014 353	8 468 777
Enlèvement de la neige	15	9 278 498	9 524 384	4 732 138	14 256 522	12 703 828
Éclairage des rues	16	409 028	473 929	235 469	709 398	765 200
Circulation et stationnement	17	1 804 377	1 740 415	864 716	2 605 131	1 954 911
Transport collectif						
Transport en commun	18	3 456 600	3 334 738	296 767	3 631 505	3 625 711
Transport aérien	19	360 000	320 245		320 245	635 621
Transport par eau	20					
Autres	21	1 050 743	813 788		813 788	743 691
	22	22 737 773	22 229 736	9 121 206	31 350 942	28 897 739

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 367 900	3 528 703	700 497	4 229 200	3 888 305
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 309 486	2 111 701	1 793 338	3 905 039	3 805 918
Traitement des eaux usées	25	1 612 500	3 401 182	2 060 155	5 461 337	4 316 783
Réseaux d'égout	26	3 733 261	3 614 120	2 632 276	6 246 396	5 840 731
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 208 539	1 229 225		1 229 225	927 422
Élimination	28	1 576 100	1 711 561		1 711 561	1 653 437
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	817 200	844 035		844 035	649 677
Tri et conditionnement	30	585 900	328 212		328 212	697 358
Matières organiques						
Collecte et transport	31	828 500	712 706		712 706	637 187
Traitement	32	570 500	651 496		651 496	642 781
Matériaux secs	33	50 000	34 370		34 370	45 168
Autres						
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	3 000	1 005		1 005	831
Protection de l'environnement	38	775 900	676 982		676 982	734 342
Autres	39	2 038 900	2 360 239	9 286	2 369 525	2 078 756
	40	19 477 686	21 205 537	7 195 552	28 401 089	25 918 696
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	530 000	1 298 092		1 298 092	1 195 700
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	530 000	1 298 092		1 298 092	1 195 700

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Budget 2022		Réalisations 2022			Réalisations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 708 900	2 557 370	866 039	3 423 409		3 226 849
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	970 000	664 026	516 064	1 180 090		1 153 727
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	4 516 700	4 179 261	53 622	4 232 883		4 921 273
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	131 800	127 524		127 524		91 318
	52	8 327 400	7 528 181	1 435 725	8 963 906		9 393 167
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 307 000	4 556 142	1 479 675	6 035 817		5 519 345
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 735 165	3 346 175	1 086 720	4 432 895		3 639 865
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 605 100	1 527 974	496 232	2 024 206		2 007 279
Parcs et terrains de jeux	56	4 295 126	4 777 254	1 551 485	6 328 739		5 831 297
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	313 600	317 714	103 183	420 897		164 658
Autres	59	638 100	1 157 775		1 157 775		910 053
	60	14 894 091	15 683 034	4 717 295	20 400 329		18 072 497
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	2 768 800	2 998 497		2 998 497		2 904 624
Bibliothèques	62	3 457 200	3 417 628	863 295	4 280 923		4 065 555
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	226 900	1 207 600		1 207 600		215 905
Autres	65	777 400	517 260	791 036	1 308 296		1 243 072
	66	7 230 300	8 140 985	1 654 331	9 795 316		8 429 156
	67	22 124 391	23 824 019	6 371 626	30 195 645		26 501 653

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	3 928 200	4 405 613		4 405 613	3 943 371
Autres frais	70	107 900	573 593		573 593	519 409
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		(1 914 996)		(1 914 996)	(1 730 931)
Autres	72					
	73	4 036 100	3 064 210		3 064 210	2 731 849
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	24 273 000	25 704 288 (	25 704 288)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	3 952 352	3 086 585
Usines de traitement de l'eau potable	2	31 829 288	4 569 700
Usines et bassins d'épuration	3		31 629
Conduites d'égout	4	4 772 498	6 841 954
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	16 170 604	18 682 407
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	787 987	1 132 704
Aires de stationnement	9	76 955	72 824
Parcs et terrains de jeux	10	2 352 608	4 738 036
Autres infrastructures	11	2 801 086	1 599 650
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	2 420 831	590 901
Édifices communautaires et récréatifs	14	204 550	11 718 216
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16	5 275	
Autres	17	1 261 461	1 240 937
Ameublement et équipement de bureau	18	1 340 578	609 225
Machinerie, outillage et équipement divers	19	779 155	1 181 222
Terrains	20	71 742	1 589 867
Autres	21		
	22	68 826 970	57 685 857

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	3 573 062	2 006 902
Usines de traitement de l'eau potable	24	31 829 288	4 569 700
Usines et bassins d'épuration	25		31 629
Conduites d'égout	26	4 477 632	3 125 335
Autres infrastructures	27	18 064 786	20 159 314
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	379 290	1 079 683
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	294 866	3 716 619
Autres infrastructures	32	4 124 454	6 066 307
Autres immobilisations corporelles	33	6 083 592	16 930 368
	34	68 826 970	57 685 857

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	292 842	1 280 752	1 573 594
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	18 225 889	2 497 397	1 633 790
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	155 191 428	28 288 193	15 400 177
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	173 710 159	32 066 342	17 033 967
				188 742 534
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	32 321 770	8 102 413	2 088 057
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13	32 321 770	8 102 413	2 088 057
				38 336 126
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	14			
	15	32 321 770	8 102 413	2 088 057
				38 336 126
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs				
Autres	16			
	17		3 315 000	3 315 000
	18	32 321 770	11 417 413	2 088 057
	19	206 031 929	43 483 755	19 122 024
				230 393 660
Dette en cours de refinancement	20	()	()	()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	206 031 929	43 483 755	19 122 024
				230 393 660

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	230 393 660
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 942 895
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 573 594
Débiteurs	9	38 336 126
Autres montants	10	3 315 000
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	2 490 870
Autres		
Revenus reportés-Taxe secteur	12	(112 693)
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	191 733 658
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	191 733 658
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	3 921 184
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	195 654 842
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	195 654 842
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 224 400	1 224 482	1 086 686
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	27 000	27 003	26 473
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	677 000	676 982	734 342
Cours d'eau	13	27 200	27 183	33 295
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	695 700	695 716	682 075
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	192 900	192 863	189 831
Activités culturelles	23	135 300	135 270	135 270
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 979 500	2 979 499	2 887 972

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1	120 508	21 438
Charges sociales	2	28 735	267
Biens et services	3	68 554 221	57 581 461
Frais de financement	4	123 506	82 691
Autres	5		
	6	68 826 970	57 685 857

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	105,02	36,77	214 217,00	11 217 331	2 904 043	14 121 374
Professionnels	2						
Cols blancs	3	122,35	35,52	231 575,00	6 746 019	1 746 470	8 492 489
Cols bleus	4	150,58	40,00	322 814,00	9 431 618	2 441 742	11 873 360
Policiers	5						
Pompiers	6	38,50	42,00	90 261,00	3 005 569	778 109	3 783 678
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	416,45		858 867,00	30 400 537	7 870 364	38 270 901
Élus	9	13,00			839 382	184 664	1 024 046
	10	429,45			31 239 919	8 055 028	39 294 947

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	865 764	(379 990)			485 774
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		11 073 995	6 681 695		17 755 690
Réseau de distribution de l'eau potable	13	317 362	1 608 994			1 926 356
Traitement des eaux usées	14	5 330		42 796		48 126
Réseaux d'égout	15	276 734	(21 588)	64 384		319 530
Autres	16	4 994 146	1 985 693			6 979 839
	17	6 459 336	14 267 104	6 788 875		27 515 315

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	723	1 069
	4	723	1 069
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	1 263	1 194
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	1 263	1 194
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	525 250	429 921
Enlèvement de la neige	11	592 303	484 804
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 117 553	914 725
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	173	277
Réseau de distribution de l'eau potable	17	282 130	196 762
Traitement des eaux usées	18	2 529	2 196
Réseaux d'égout	19	322 596	292 238
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	9 719	8 160
Autres	25		
	26	617 147	499 633
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	94 822	81 764
Rénovation urbaine	32	37 575	44 744
Promotion et développement économique	33	145 373	106 923
Autres	34	184 962	169 509
	35	462 732	402 940
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	537 550	473 424
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	79 616	206 697
Autres	38	247 626	232 167
	39	864 792	912 288
Réseau d'électricité			
	40		
	41	3 064 210	2 731 849

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mme Cathy Bernier	Conseiller	41 711	17 546	483	
Mme Stéphanie Lacoste	Maire	126 262	17 546	40 746	
M. Daniel Pelletier	Conseiller	43 853	17 546	707	
M. Mario Sévigny	Conseiller	38 146	17 546	566	
Mme Sarah Saint-Cyr Lanoie	Conseiller	41 504	17 546		
M. Jean-Philippe Tessier	Conseiller	38 806	17 546		
Mme Julie Létourneau	Conseiller	39 994	17 546		
M. Marc-André Lemire	Conseiller	38 146	17 546		
Mme Carole Léger	Conseiller	39 523	17 546	566	
Mme Catherine Lassonde	Conseiller	41 824	17 546		
M. Yves Grondin	Maire suppléant	47 824	17 546	4 827	
Mme Isabelle Duchesne	Conseiller	42 277	17 546	566	
M. Alexandre Desbiens	Conseiller	41 759	17 546		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	26 400 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	417 147 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 46 037 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 1 478 195 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 413 242 \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 1121/10/19
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2019-10-28
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 4
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 4
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 6 909
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 3 369
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 8
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-08

Nom du signataire : Benoit Carignan, CPA

Fonction du signataire : Directeur et trésorier

Date de transmission au Ministère : 2023-05-09

Date et heure de la dernière modification : 2023-05-09 09:01

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	134 821 500	147 768 065	141 979 480
Investissement	2	48 502 000	26 430 020	15 112 957
	3	183 323 500	174 198 085	157 092 437
Charges				
	4	137 794 300	142 977 807	132 551 288
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	45 529 200	31 220 278	24 541 149
Moins : revenus d'investissement	6 (	48 502 000)(	26 430 020)(	15 112 957)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(2 972 800)	4 790 258	9 428 192
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	24 273 000	25 704 288	24 272 328
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	360 000	1 932 013	315 552
Remboursement de la dette à long terme	10 (	16 528 700)(	17 033 967)(	18 025 705)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	6 600 000)(	6 476 298)(	7 675 537)
Excédent (déficit) accumulé	12	868 500	(2 912 337)	(3 089 168)
Autres éléments de conciliation	13	600 000	201 667	1 243 823
	14	2 972 800	1 415 366	(2 958 707)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		6 205 624	6 469 485

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1		5 944 508
Débiteurs	2	95 928 558	71 296 487
Placements de portefeuille	3	288 223	315 050
Autres	4	10 025 299	8 427 371
	5	106 242 080	85 983 416
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6	1 190 376	
Dette à long terme	7	228 437 744	204 371 342
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	33 313 346	25 809 272
	10	262 941 466	230 180 614
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(156 699 386)	(144 197 198)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	608 605 036	565 498 073
Autres	13	7 771 452	7 155 949
	14	616 376 488	572 654 022
Excédent (déficit) accumulé	15	459 677 102	428 456 824

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	13 171 825	16 189 604
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Secteur ancien Drummondville	17	1 413 899	195 784
▪ Secteur St-Nicéphore	18	63 763	63 763
▪ Secteur St-Charles	19	50 759	50 759
▪ Actif avant sociaux futurs	20	8 427 371	7 874 964
▪ Budget	21	300 000	300 000
▪ Redevance enfouis.	22	995 488	1 098 988
▪ Maintien d'actifs/Dette	23	1 335 509	1 898 608
▪ Dév. économique	24	3 000 000	
▪ Sports loisirs/Log.social	25	3 091 786	971 786
	26	18 678 575	12 454 652
Réserves financières	27	1 282 020	1 027 327
Fonds réservés	28	4 997 864	4 119 544
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(3 676 146)	(1 867 985)
Financement des investissements en cours	30	(533 734)	(2 698 551)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	425 756 698	399 232 233
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	459 677 102	428 456 824

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	191 733 658
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	195 654 842

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 573 594	292 842
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	168 079 444	155 191 428
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	19 089 496	18 225 889
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	38 336 126	32 321 770
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	3 315 000	
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	230 393 660	206 031 929

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	108 965 200	114 160 134	107 233 161
Compensations tenant lieu de taxes	13	4 878 300	5 748 784	4 884 443
Quotes-parts	14			
Transferts	15	5 874 500	6 459 332	6 912 325
Services rendus	16	6 660 000	8 059 567	7 109 194
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	7 643 500	10 984 357	11 569 794
Autres	18	800 000	2 355 891	4 270 563
	19	134 821 500	147 768 065	141 979 480
Investissement				
Taxes	20	6 560 400	1 082 307	844 520
Quotes-parts	21			
Transferts	22	41 241 600	21 055 983	13 690 437
Autres	23	700 000	4 291 730	578 000
	24	48 502 000	26 430 020	15 112 957
	25	183 323 500	174 198 085	157 092 437

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022	Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	14 737 100	15 432 807	944 952	16 377 759	15 618 542
Sécurité publique						
Police	2	13 255 200	13 350 058	52 650	13 402 708	12 660 951
Sécurité incendie	3	7 126 250	7 825 107	567 690	8 392 797	7 900 192
Autres	4	1 169 400	1 515 772	14 887	1 530 659	1 732 799
Transport						
Réseau routier	5	17 870 430	17 760 965	8 824 439	26 585 404	23 892 716
Transport collectif	6	3 816 600	3 654 983	296 767	3 951 750	4 261 332
Autres	7	1 050 743	813 788		813 788	743 691
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	11 023 147	12 655 706	7 186 266	19 841 972	17 851 737
Matières résiduelles	9	5 636 739	5 511 605		5 511 605	5 253 030
Autres	10	2 817 800	3 038 226	9 286	3 047 512	2 813 929
Santé et bien-être	11	530 000	1 298 092		1 298 092	1 195 700
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 708 900	2 557 370	866 039	3 423 409	3 226 849
Promotion et développement économique	13	4 516 700	4 179 261	53 622	4 232 883	4 921 273
Autres	14	1 101 800	791 550	516 064	1 307 614	1 245 045
Loisirs et culture	15	22 124 391	23 824 019	6 371 626	30 195 645	26 501 653
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	4 036 100	3 064 210		3 064 210	2 731 849
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	113 521 300	117 273 519	25 704 288	142 977 807	132 551 288
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	24 273 000	25 704 288 (	25 704 288)		
	21	137 794 300	142 977 807		142 977 807	132 551 288

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	26 430 020	15 112 957
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	68 826 970)(	57 685 857)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	159 121)(	1 656 584)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	33 465 789	29 092 298
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	6 476 298	7 675 537
Excédent accumulé	6	4 603 801	8 327 315
	7	(24 440 203)	(14 247 291)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 989 817	865 666

Extrait du rapport financier, page S18